

– 09 MAR 2016

GRANDE-SYNTHE : UN CYNISME HORS NORME

Paris, le 9 mars 2016 - D'une capacité d'accueil de 2500 personnes, le camp de Grande-Synthe qui vient d'ouvrir ses portes est déjà menacé de fermeture. Il doit pourtant permettre à des migrants vivant jusqu'à présent dans des conditions inhumaines de se délester un peu des angoisses quotidiennes nourries par l'insalubrité et la précarité.

Qu'importe. Malgré l'urgence d'héberger les migrants dans de bonnes conditions, les autorités françaises dénoncent dans une lettre de mise en demeure adressée au maire de Grande-Synthe l'ouverture précipitée du camp, qu'elles estiment « préjudiciable à la sécurité de centaines de personnes ». Au lieu de s'engager enfin dans des actions concrètes dont beaucoup relèvent de sa responsabilité, voici que l'Etat se pose en inspecteur des travaux finis : au prétexte de normes qui ne sont pas respectées, il menace le maire de Grande-Synthe insistant sur le risque juridique qu'il encourt à titre personnel. A ce dernier, nous témoignons ici notre total soutien.









La situation ne manque pas d'ironie : alors que l'Etat a lui-même été condamné en novembre pour avoir manqué à ses obligations, notamment celles concernant la santé publique et l'hébergement d'urgence, le voilà qui sanctionne celles et ceux qui ont joint leurs efforts pour pallier ses manquements, et enfin proposer aux migrants une nette amélioration de leurs conditions d'existence : un camp ouvert, composé d'abris privatifs plus solides, et disposant des conditions requises en termes sanitaires et d'hygiène.

Certes, beaucoup reste à faire. Ce nouveau camp de Grande-Synthe n'a jamais eu la prétention de tout régler ni de se conformer aux exigences légales les plus strictes. Dans l'urgence, il s'agissait avant tout de mettre les personnes à l'abri comme de leur assurer les conditions minimales d'une existence décente. C'est à nous – ONG, associations d'aide et bénévoles – qu'il revient désormais d'investir ce lieu choisi par défaut. C'est à nous et aux migrants eux-mêmes qu'il appartiendra d'en faire, avec le concours des habitants de la région, un endroit qui leur fasse oublier pour un temps ce qu'ils ont subi trop longtemps.

Car avant d'exiger le respect des normes, c'est la politique subie par les migrants en France qui reste à ce jour anormale et à laquelle il faut impérativement renoncer. Reflet des pratiques migratoires observées en Europe, elle emprunte à chaque fois des chemins plus funestes, tandis que les autorités devraient se mobiliser au contraire pour améliorer dans l'urgence l'accueil des gens fuyant la guerre, la répression ou la misère.

A la gestion dissuasive et policière s'ajoute à présent une gestion administrative et

technocratique menée contre les espaces dédiés aux migrants, et contre un élu qui tente de les accueillir dignement. Le camp de Grande-Synthe est menacé de fermeture. Il n'est peut-être pas aux normes. Une chose est sûre. En France, le cynisme d'Etat, lui, est désormais hors norme.

Premiers signataires : [Amnesty International](#)  • [Emmaüs France](#) • [GISTI](#)  • [L'Auberge des Migrants](#)  • [LdH – Ligue des droits de l'Homme](#)  • [Médecins du Monde](#)  • [Médecins Sans Frontières](#)  • [Secours Catholique](#)  • [Utopia 56](#) 

Contact Presse : Emmaüs France / Anne Dorsemaine / adorsemaine@emmaus-france.org
